



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
COMMUNE DE LA CHAPELLE SUR LOIRE  
EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS DU MAIRE

Envoyé en préfecture le 26/05/2026

Reçu en préfecture le 26/05/2026

Publié le

ID : 037-213700586-20260522-ARR\_PER\_14\_26-AR



**ARRÊTÉ permanent 14/2026**  
**autorisant l'occupation du domaine public**  
**et réglementant la circulation**  
**pour tous travaux de maintenance des poteaux télécom**

**Le Maire de LA CHAPELLE SUR LOIRE,**

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 relative aux Droits et Libertés des Communes, des Départements, des Régions et de l'Etat,  
Vu les décrets n° 85.807 du 30 juillet 1985, n° 86-475 du 14 mars 1986 et n° 86-476 du 16 mars 1986 précisant les pouvoirs de police du Maire, du Président du Conseil Départemental et du Préfet en matière de circulation routière,  
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par arrêté interministériel des 5 et 6 novembre 1992,  
Vu l'arrêté interministériel du 31 juillet 2002 modifiant l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes,  
Vu la loi n° 96.142 du 21 février 1996, relative à la partie législative du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2212-1, L.2213-1 et L.2213-2,  
Vu le Code de la Route, notamment ses articles R.1, R.10, R.36, R.44 et R.225,  
Vu la demande du 29 avril 2026 formulée par le Groupe ALQUENRY pour le compte d'ORANGE pour des travaux de maintenance sur les poteaux télécom HS sur l'ensemble des voies et places communales,  
Considérant qu'il est nécessaire de réglementer la circulation des véhicules pendant la durée des travaux,  
Considérant que cette réglementation pourra être appliquée sans inconvénient majeur pour les usagers,

**ARRÊTE**

**Article 1 :** Le Groupe ALQUENRY est autorisé à travailler sur les voies communales, les voies départementales en agglomération et sur les chemins ruraux, de façon itinérante, pour la réalisation des travaux de maintenance du parc d'éclairage public, avec des équipements de signalisation embarqués conformes à la réglementation en vigueur, **pour la période du 26 mai 2026 au 31 décembre 2026.**

**Article 2 :** Cette réglementation fera l'objet d'un affichage. Elle sera également annoncée et signalée conformément aux instructions de signalisations routières en vigueur, aux frais et aux soins du pétitionnaire.

**Article 3 :** Toutes contraventions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par le Maire et poursuivies conformément aux lois et réglementations en vigueur.  
La commune dégage toute responsabilité en cas d'incidents ou d'accidents provoqués à un tiers par le pétitionnaire pendant la durée des travaux.

**Article 4 :** Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif d'Orléans pour excès de pouvoir dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

**Article 5 :** Monsieur le Maire, le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Bourgueil, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté et de l'affichage.

